

Travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Les masses d'Algérie et du Soudan se lèvent contre les régimes tyranniques de leur bourgeoisie privilégiée, celui du FLN et de l'armée dans un cas, celui de l'islamisme et de la police politique dans l'autre. Des milliers de militants ouvriers ont rompu avec les dirigeants confédéraux du COSATU et avec le Parti « communiste » SACP qui gèrent le capitalisme sud-africain avec le parti de la bourgeoisie noire ANC depuis 1994. Ils viennent de constituer un parti qui se réclame de la révolution sociale (SWRP).

Dans un monde capitaliste qui court à la catastrophe, ce sont des signes que la classe ouvrière peut se défendre et sauver l'humanité.

Les puissances impérialistes se disputent le monde

Deuxième économie mondiale, la Chine est devenue un impérialisme de poids, par le montant de ses exportations, la constitution de grands groupes (comme Huawei le plus apte au passage des communications à la 5G qui est un enjeu mondial), ses achats de terres cultivables et d'entreprises étrangères, ses prêts à des États en difficulté (dont le Venezuela et le Soudan). Le monde étant partagé depuis longtemps, elle ne peut prendre une place qu'au détriment des vieilles puissances impérialistes (États-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Canada...).

Pour garantir ses approvisionnements et ses débouchés, pour défendre les intérêts de ses firmes multinationales, l'État chinois, comme ses rivaux, renforce son armée et établit des bases à l'étranger (Djibouti). La Chine fait les yeux doux à tous ceux que l'impérialisme étasunien menace, elle se présente comme la championne du libre-échange tout en construisant patiemment et méthodiquement sa propre politique impérialiste autour des « nouvelles routes de la soie ».

L'impérialisme dominant ne pouvait plus supporter sans réagir de voir s'affaiblir ses positions, non seulement vis-à-vis de l'impérialisme chinois, son rival le plus menaçant, mais aussi vis-à-vis de tous ses autres concurrents. Il ne peut plus supporter que quiconque, comme la Syrie, l'Iran ou le Venezuela, profitant de son affaiblissement relatif, ose le défier.

Les États-Unis s'appuient sur leurs atouts économiques, culturels et militaires. Ils multiplient les décisions de justice contre les groupes capitalistes étrangers. Depuis l'élection de Trump, des mesures protectionnistes (élévation de droits de douane) frappent des centaines de milliards de dollars d'exportations européennes, canadiennes et surtout chinoises aux États-Unis et des mesures

de rétorsion ont été prises symétriquement par l'UE et la Chine contre les exportations américaines.

La guerre économique est non seulement un facteur de crise économique, mais aussi d'instabilité grandissante entre les principaux pays impérialistes et dans chaque pays. Au Moyen-Orient, les États-Unis ont engagé une lutte implacable pour faire reculer et asphyxier l'Iran. Trump donne sa bénédiction à l'État colonial d'Israël pour l'annexion de Jérusalem et de la Cisjordanie. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne... soutiennent la monarchie réactionnaire d'Arabie saoudite dans une guerre meurtrière au Yémen (à laquelle participait le Soudan). La France favorise en Libye l'offensive du maréchal Haftar contre le gouvernement soutenu par les autres puissances occidentales, en particulier l'Italie. Elle renforce ses interventions militaires au Mali comme en Centrafrique.

La Russie a une base militaire en Syrie, consolide sa mainmise sur la Crimée et entretient des sécessions en Ukraine, en Géorgie et en Moldavie. Les menaces d'intervention militaire de Trump au Venezuela pour précipiter la chute de Maduro

s'inscrivent également dans l'offensive des États-Unis pour regagner leur mainmise sur l'Amérique latine tout en leur offrant la possibilité d'évincer du Venezuela les investisseurs chinois et russes. La Turquie, avec le consentement de la Russie et des États-Unis, mène des opérations militaires contre le mouvement national kurde en Irak et en Syrie. La Chine occupe des îles de son voisinage qui justifient le

militarisme chez les États capitalistes voisins (Japon, Vietnam, Corée du Sud, Philippines, Australie).

La montée de la réaction sous toutes ses formes

Sur tous les continents, les libertés démocratiques (le droit de s'informer, de débattre, de faire grève, de manifester, de s'organiser...) reculent. Des travailleurs sont réduits à l'esclavage. Des murs sont bâtis par Israël, les États-Unis, etc. Souvent, les réfugiés sont les premières victimes, mais tous les opprimés et tous les travailleurs sont menacés. Le droit à l'avortement, dans les pays où il a été arraché malgré les institutions religieuses, est mis en cause. L'État birman extermine les musulmans ; l'État turc occupe militairement le Kurdistan ; l'État espagnol refuse le droit aux habitants de la Catalogne de décider de leur sort...

Non seulement des pays subissent des crises économiques sévères (Venezuela, Argentine, Turquie...) mais



les États capitalistes les plus avancés infligent aux travailleurs le chômage, la précarité, le report de l'âge de la retraite, la détérioration des hôpitaux publics et de l'école publique, la hausse des loyers... Les capitalistes recourent au chantage à la délocalisation (dans le pays ou à l'étranger).

Dans ce cadre, les partis traditionnels du capital sont usés, minés, discrédités et ne parviennent plus, ou très mal, à trouver une assise suffisante dans le cadre de la démocratie bourgeoise, plus ou moins parlementaire. La paupérisation relative ou absolue de couches toujours plus larges de la population, non seulement de la classe ouvrière, mais aussi d'une partie de la petite bourgeoisie, ne leur garantit plus d'assise électorale stable. Nombre de leurs électeurs s'abstiennent ou se tournent vers des partis « populistes », cléricaux, xénophobes, voire fascistes. Tous les partis bourgeois, vieux et nouveaux, brandissent le drapeau d'un nationalisme plus agressif pour dévier la colère des masses contre « l'étranger », externe ou interne (migrants, minorités religieuses...), protéger leur propre bourgeoisie et accentuer l'exploitation.

Les aventuriers et les nouveaux partis xénophobes et cléricaux font mine de s'opposer au « système », à « l'oligarchie », de représenter « le peuple » contre les « élites » : ils ont remporté le référendum en Grande-Bretagne, remporté des élections au Brésil, en Italie, en Autriche, en Turquie, en Inde, aux Philippines, en Pologne, etc. Mais le repli national et l'agressivité militaire, l'obscurantisme religieux, ne résoudront en rien les difficultés des travailleurs.

Les succès des démagogues « populistes » et des partis fascistes reposent sur l'absence d'une alternative révolutionnaire pour la classe ouvrière au déclin du capitalisme, à sa menace envers l'environnement, à sa crise politique, aux tensions internationales.

Les bureaucraties syndicales et les partis « réformistes » traditionnels n'obtiennent plus de concessions de leur bourgeoisie. Les appareils syndicaux sabotent les résistances avec des « journées d'action » symboliques et impuissantes tout en collaborant aux attaques patronales et gouvernementales. Souvent, les anciens partis sociaux-patriotes (travailleurs, sociaux-démocrates, « communistes »...) se trouvent emportés dans le même discrédit que les partis bourgeois traditionnels. L'affaiblissement du SPD en Allemagne, du PCF et du PS en France, la disparition du PCI en Italie, le discrédit du PT du Brésil sont des exemples frappants.

Pour en finir avec la barbarie capitaliste

Malgré l'intensification des mesures pour maintenir le taux de profit, malgré les restrictions des libertés démocratiques, malgré l'installation de gouvernements ultra-réactionnaires dans un certain nombre de pays, nulle part la classe ouvrière n'a été écrasée. Au Brésil, les travailleurs salariés, les femmes, les étudiants et les Indiens relèvent déjà la tête en commençant à se rassembler contre les premiers coups du gouvernement Bolsonaro. En Hongrie, des manifestations importantes ont défilé contre Orbán. En Italie, des centaines de milliers de travailleurs ont

manifesté à Rome contre le gouvernement Salvini-Di Maio. En Algérie, des millions de prolétaires, de jeunes, de femmes, de travailleurs indépendants et de cadres se mobilisent contre le régime corrompu. Au Soudan, par millions les masses cherchent à en finir avec le régime d'oppression islamiste et de vol qui a de plus divisé profondément le pays.

En Algérie, au Soudan, au Brésil, partout, pour que gagne le camp de l'immense majorité, celui des exploités, des opprimés, pour abattre réellement le système, il faut mener la révolution sociale. C'est aux travailleurs de s'emparer des usines, des mines, des moyens de transport et de communication, des banques et des terres. Pour s'organiser partout, il faut des assemblées, des comités qui élisent leurs représentants et se coordonnent à l'échelle locale et nationale. Tout le pouvoir à ces structures ! « L'assemblée constituante » ou la « transition démocratique » ne feront que maintenir le capitalisme et l'appareil de répression, comme cela s'est passé en Espagne, en Tunisie, au Venezuela... Au maintien du capitalisme, tout « État islamique » ajoute l'oppression des femmes, des jeunes, des minorités religieuses, des homosexuels, comme l'ont montré le califat de l'EI, l'Iran, le Soudan.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la grève générale, l'auto-organisation, le ralliement des conscrits, la prise du pouvoir par les travailleurs des villes et des campagnes !

Partout dans le monde, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'air frais, d'une stratégie de révolution permanente, d'une internationale communiste, pour prendre le pouvoir, bâtir une société sans classe et sans frontières.

Contre le nationalisme ranci des bourgeoisies aux abois et de leurs agents sociaux-patriotes ! Vive la solidarité ouvrière internationale ! Liberté de circulation des réfugiés et des travailleurs ! Fin des blocus et des expéditions impérialistes, fermeture des bases militaires ! Démantèlement d'Israël pour une Palestine unifiée, démocratique et laïque aux mains des travailleurs arabes et juifs !

Reconstruction d'une internationale ouvrière sur la base du programme de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de la 4^e Internationale du temps de Trotsky !

Expropriation des groupes capitalistes, contrôle de la production et des échanges en fonction des besoins et non plus du profit ! Dissolution des corps de répression et armement des travailleurs !

Contre la barbarie capitaliste sous toutes ses formes, révolution sociale, gouvernement ouvrier ! Vive le socialisme mondial !

1^{er} mai 2019

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie)

Fração Trotskista – Vanguarda Proletária (Brésil)

Internaciema Kolektivista Cirklo (Espagne)